

Evolution des normes de base en radioprotection (EURATOM)

Etat d'avancement du processus
et perspectives pour la transposition



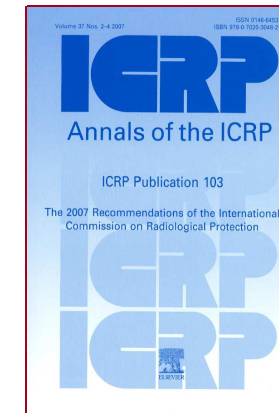
- Rappel du contexte
- Historique
- Transposition :
 - sujets d'intérêt législatif
 - sujets nouveaux d'ordre réglementaire
- Mise en place du Comité de transposition

Consolidation de 5 directives existantes

- **96/29** : protection du public et des travailleurs
- **97/43** : protection des patients lors d'expositions médicales
- **89/618** : information du public sur les mesures de protection en cas d'urgence radiologique
- **90/641** : travailleurs extérieurs
- **2003/122** : sources de haute activité

Prise en compte des recommandations de la CIPR 103 et mise en cohérence avec les nouvelles BSS AIEA :

- Introduction des différentes situations d'exposition planifiées, existantes et d'urgence
- Renforcement des dispositions applicables aux rayonnements d'origine naturelle



Révision du système de contrôle réglementaire

- Approche graduée / risques

- Rappel du contexte
- Historique
- Transposition :
 - sujets d'intérêt législatif
 - sujets nouveaux d'ordre réglementaire
- Mise en place du Comité de transposition

Depuis 2005 : travaux au sein du groupe d'experts (GE) art. 31

Février 2010 : approbation d'un projet de texte par le GE art. 31
consultation (informelle) des Etats Membres

2010 : consultation des parties prenantes

- Avis du GPRAD et du GPMED + experts des GP « historiques » (non publié)
- Avis du Conseil d'orientation sur les conditions de travail (COCT)
- Avis de l'IRSN
- Consultation des exploitants des domaines industriel et médical (EDF, CEA, AREVA, ANDRA, Association ressources, syndicats et sociétés savantes)
- Consultation des fabricants de matériaux de construction
- Consultation des associations (ANCCLI, CISS et Que choisir)

Octobre 2010 : délibération de l'ASN (points forts, analyse détaillée)
(non publiée à ce jour – transmise au SGAE)

Globalement favorable au projet de directive

- Introduction d'une approche graduée dans la mise en œuvre du système réglementaire / risque encouru
- Renforcement des prescriptions pour les sources naturelles de rayonnements ionisants (radon notamment avec l'introduction du plan national d'actions)

... avec des suggestions de voies d'amélioration

- Meilleure harmonisation sur des sujets fondamentaux tels que l'organisation de la RP en milieu de travail (contenu du projet de « *radiation passbook* »)

Réservée sur les dispositions nouvelles relatives à la protection des espèces non-humaines (non opérationnelles)





... Vers la proposition de directive

Septembre 2011 : publication d'une proposition de directive du Conseil

2011-2013 : **discussions** (présidences Polonaise, Danoise, Chypriote, Irlandaise)

Mai 2013 : **accord politique au Groupe des Questions Atomiques**
(+ Comité des Représentants PERmanents)

Octobre 2013 : **adoption du rapport par le Parlement européen**

Décembre 2013 : **adoption officielle par le Conseil**
(proposition adoptée par le COREPER en novembre)

Début 2014 : **publication attendue**
(mise en ligne simultanée de la délibération ASN + avis GPE)

puis ... transposition dans un délai de 4 ans



- préparation en amont (avis de l'ASN et consultation préalable)
- ⇒ base pour la préparation de la position française (SGAE/CTE)
- appui technique systématique de la RP lors des négociations (environ 50 réunions GQA, GE, Drafting Committees...)



- **Contexte de la négociation :**

- peu d'ambition d'harmonisation « par le haut »
- prédominance des discussions de nature juridique

- **Sujets de forte mobilisation de la RP :**

- forte contribution en vue d'une clarification de l'allocation des responsabilités exploitant / employeur en lien avec la DGT (« *undertaking* »)
- meilleure articulation avec la directive « DM » (projets de règlements) (la justification s'applique aux DM relevant du marquage CE)
- renforcement des exigences relatives au radon (plan national d'actions, unicité du niveau de référence max ...)
- protection des espèces non humaines (dernière publication CIPR / outils, fragilité des bases juridiques de l'introduction d'un chapitre dédié, prise en compte de la protection sanitaire de la population à long terme,)

- Rappel du contexte
- Historique
- Transposition :
 - sujets d'intérêt législatif
 - sujets nouveaux d'ordre réglementaire
- Mise en place du Comité de transposition

1. Besoins probables de transposition dans le CSP (partie L)

- Prise en compte de la terminologie CIPR
- Extension des principes d'optimisation et de justification aux activités non nucléaires notamment aux expositions à la radioactivité naturelle (radon, NORM)
- Maintien du principe d'interdiction d'utilisation des RI sur le corps humain (hors médicale) ou introduction d'une dérogation possible ?
- Insuffisance du système de reconnaissance des physiciens médicaux (niveau législatif ou réglementaire...) ?

2. Exigences *a priori* couvertes par le droit national existant

- dispositions relatives à l'infrastructure institutionnelle (Autorité compétente, principe de transparence)
- dispositions relatives au système d'inspection



- Rappel du contexte
- Historique
- Transposition :
 - sujets d'intérêt législatif
 - sujets nouveaux d'ordre réglementaire
- Mise en place du Comité de transposition

Dans le code du travail

Abaissement de la limite de dose « travailleur » pour le cristallin

Introduction du système RPE/RPO

⇒ Prise en compte dans le dispositif français basé sur la PCR

⇒ Révision du cadre des contrôles réglementaires ?

A noter la volonté ASN/DGT de revisiter le système français (*opportunité*)

⇒ Surveillance radiologique individuelle (livre blanc)

⇒ Délimitation des zones réglementées (approche graduée)



Dans le code de la santé publique

- Application du principe de justification en amont des procédures déclaration/autorisation
- Actualisation des régimes administratifs :
 - notification
 - extension aux industries NORM
- Radon :
 - abaissement des “niveaux de référence” (y compris pour les travailleurs)
 - mise à jour du plan national d’actions
 - relance du décret dépistage dans l’habitat
- Expositions médicales : mise à jour du parc des appareils RX

Autres besoins de transposition

- Intégration d’une nouvelle procédure relative au contrôle de la radioactivité naturelle dans les matériaux de construction

- Rappel du contexte
- Historique
- Transposition :
 - sujets d'intérêt législatif
 - sujets nouveaux d'ordre réglementaire
- Mise en place du Comité de transposition

asn Le Comité de transposition (interministériel)

Création du comité interministériel de transposition (5 novembre 2013)

Responsabilité DGPR/MSNR + DGT, animé par l'ASN

Définition du programme de travail

(volets législatifs - priorité 1 - et réglementaires – priorités 2)

code du travail

DGT et appui ASN

code de la santé publique

MSNR, DGS, DGOS et appui ASN

Autres

Ministères concernés

Rapports (orientations et prescriptions techniques)

Consultation organismes d'expertise (IRSN) et parties prenantes

Avis GP, COCT, HCTISN et ASN

Projets de textes (loi, décret, arrêté, décision ASN, ...)

Merci pour votre attention !

